

Du travail forcé au travail choisi

Par Jean Zin, le Vendredi, 10 septembre 2010

On ne s'en tirera pas en se tournant les pouces. Il y a tout un travail à faire pour sortir du capitalisme et qui consiste principalement à organiser le travail *en dehors* du capitalisme et donc du salariat, donner les moyens de passer *du travail forcé au travail choisi*, **libération du travail** comparable à l'abolition de l'esclavage et que certains appellent un peu rapidement la fin du travail alors que ce n'est que la fin (relative) du salariat et du marché du travail.

Malgré toutes les exagérations sur l'automation et l'âge de l'abondance, ce n'est absolument pas la fin de la **production** ni des services ou des fonctions sociales. A l'opposé des illusions d'une production qui se ferait toute seule, il s'agit d'arriver à "produire la richesse autrement" en relocalisant l'économie notamment mais, pour cela, il faut prendre la question du côté de la production et non du côté de la consommation avec un moralisme sans aucune effectivité.

Le préalable d'une véritable alternative au capitalisme serait, en effet, d'abandonner les tendances idéalistes actuelles et revenir sur terre, admettre qu'il nous faut prendre en compte la réalité **concrète** de la production et qu'il y a une limite à ce qu'on peut espérer, à la conscience de soi comme à la maîtrise de notre avenir. Pour être effectif, le dépassement du capitalisme doit s'appuyer sur le mouvement réellement existant, sur l'adaptation des rapports sociaux aux nouvelles forces productives et non sur nos préférences subjectives, nos croyances religieuses ou nos réactions émotionnelles.

Ce que les luttes pour l'**émancipation** peuvent nous faire espérer, ce n'est pas rien puisque c'est une conquête du même ordre que l'abolition de l'esclavage, conquête fondamentale s'il en est mais dont il faut se rappeler qu'elle n'a pas débouché pour autant, loin de là, sur une liberté totale ni même sur l'émancipation des travailleurs qui ont dû conquérir de haute lutte depuis protections sociales et droit du travail. Nous avons à faire le pas suivant avec la difficulté de devoir tenir compte de la nouvelle rupture de civilisation que nous connaissons à l'ère de l'écologie, de l'information et du développement humain.

De l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie

La **rupture** anthropologique que nous vivons peut se résumer au passage de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information, c'est-à-dire de l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie dans un saut comparable à celui du vivant qui arrive à s'opposer à l'entropie par la reproduction et l'homéostasie, dans une évolution complexifiante. Rien de tout ceci n'est évident puisque ce qui apparaît dans un premier temps, c'est le caractère intolérable de l'entropie à laquelle le souci écologique n'a pas encore mis un terme, c'est la conscience des destructions passées et des menaces dont il faut se prémunir. Seulement, l'ère de l'écologie devra bien mettre fin à la dévastation de la Terre avec la mise en culture de la nature, le respect de ses cycles biologiques et des équilibres climatiques. Dans ce cadre, la définition la plus large qu'on peut donner du travail, au-delà de sa signification physicienne de dépense d'énergie et dès lors qu'il ne s'agit pas de dépenser de l'énergie en pure perte, c'est son caractère anti-entropique qui va du ménage à la culture des sols, de la construction jusqu'à la programmation et l'information.

Difficile à croire cette interprétation optimiste de l'écologie, sans doute, tout autant que de croire qu'on entre dans un monde où l'information serait plus importante que l'énergie alors que les énergies renouvelables sont encore si minoritaires et que le pétrole est en voie d'épuisement. Difficile de parler d'**immatériel** enfin quand ce sont toutes les matières

premières qui vont manquer avec le développement des pays les plus peuplés - car l'immatériel ne supprime évidemment en rien le matériel. On peut donc bien prétendre que rien n'a changé, que notre société est toujours industrielle, voire hyperindustrielle, de même qu'on peut constater qu'elle est toujours agricole mais c'est refuser de prendre en compte la part grandissante de la production immatérielle, qui est un fait massif, et la différence des logiques en jeu, notamment en ce qui concerne le travail car plus encore que les produits (financiers, culturels, médiatiques, publicitaires), c'est le travail qui devient immatériel passant du travail de force (travail forcé qui se mesure par le temps) à la résolution de problèmes (qui se mesure au résultat seulement) exigeant la mobilisation de notre subjectivité et de notre autonomie pour occuper une fonction plus qu'un emploi. C'est ce qui rend d'autant plus nécessaire que ce soit un travail choisi, travail autonome, par objectif, et non plus travail subordonné mesuré par le temps.

On peut penser qu'il est un peu abusif et réducteur de parler de "capitalisme cognitif", tout comme d'intelligence collective. Il n'empêche que ce qui remplace la *force de travail* désormais, c'est bien la **compétence**, la qualification, les connaissances particulières de chacun, sa subjectivité, son affectivité. Non seulement un "savoir-faire", nous disent les publicitaires, mais un "savoir-être", en tout cas tout ce que les machines ne peuvent pas faire toutes seules. On peut dire que ce n'est pas vraiment nouveau non plus, tout travail mobilisant l'humanité des travailleurs qu'on ne peut jamais réduire à la force animale. Sauf que c'est devenu le coeur de la production, le travail immatériel se révélant dès lors inadapté à la logique salariale héritée des industries de masse, la peine des corps ne pouvant plus unifier l'activité productive, une partie de la population pouvant même être rejetée comme "inemployable" par manque de qualifications adaptées.

Il faut ajouter que ce n'est pas seulement la force de travail et le salariat que le numérique rend obsolètes. Le capitalisme se trouve remis en cause par l'économie immatérielle dans ses fondements mêmes, que ce soit le travail (autonome), la propriété (numérique et biologique) ou la **valeur** (spéculative). En effet, parmi les différences les plus significatives de l'information avec l'énergie, il faut souligner son caractère non-linéaire, sans proportionnalité entre la cause et l'effet (une petite information peut tout changer). Une de ses conséquences est de rendre la valeur d'échange plus incertaine, éphémère et pour tout dire spéculative, un peu certes comme les tulipes en 1637 ou les oeuvres d'art, sauf que cela ne touche plus seulement les marges mais une part de plus en plus importante de la production où la valeur immatérielle et publicitaire des marques dépasse largement les coûts matériels des produits, où la conception est plus importante que la production. Une autre conséquence immédiate de la non-linéarité du monde de l'information ainsi que du passage à une économie de la demande, grâce au numérique permettant de coller à ses fluctuations, c'est l'extension d'une précarité si difficile à vivre sans protections adaptées.

L'autre caractéristique problématique du numérique est mieux connue de la **gratuité** qui s'oppose frontalement à toute propriété intellectuelle ou immatérielle et contre laquelle les lois tentent vainement d'ériger des barrages juridiques, manifestant ainsi que nous sommes encore au tout début d'un monde nouveau dont les logiciels libres témoignent, où la notion de bien commun aura été étendue au partage des connaissances et à toutes les productions numériques, dans la continuité de la science mais cette fois pour des raisons largement techniques, obligeant dès lors à repenser complètement les modes de rémunération des travailleurs du numérique au moins.

Aucun retour en arrière n'est pensable, l'écologie de l'avenir, c'est bien l'écologie à l'ère de l'information. La bonne nouvelle du souci écologique s'imposant au monde par l'information justement, c'est qu'il est la promesse de la fin du désastre, fin d'une entropie trop anthropique, promesse d'un monde plus responsable et vivant qui n'ira plus à sa perte mais pourra continuer à se construire et se complexifier avec le temps. Il y a un monde en

train de finir, celui de l'entropie, de l'énergie, de l'irresponsabilité et de l'ignorance mais nous sommes au début d'un **nouveau monde**, d'une ère nouvelle qui commence à peine et qui nous laisse désorientés dans un monde devenu obsolète aussi bien dans ses idéologies que ses institutions.

Du salariat au développement humain

Il y a de multiples raisons de vouloir **sortir du capitalisme**, au moins de ce qu'on peut appeler un "totalitarisme de marché" contaminant toutes les activités. Il y a des raisons sociales depuis l'origine, des raisons écologiques nous obligeant à sortir du productivisme mais il y a aussi désormais des raisons économiques, voire techniques, de sortir du capitalisme et du salariat pour adapter les rapports de production aux nouvelles forces productives immatérielles, nous donnant une chance de réussir là où les divers socialismes ont échoué. Le capitalisme industriel est basé sur le salariat puisque c'est du capital qui produit du capital (du profit) grâce au travail humain dont il augmente la productivité par ses investissements. Sortir du capitalisme signifie sortir du salariat et de ce qu'il garde de l'esclavage comme travail forcé, en donnant les moyens à tous d'un travail choisi ainsi qu'en réorientant l'économie sur le développement humain. C'est ce travail post-capitaliste, post-salarial, dont il faut dégager les moyens institutionnels et financiers.

L'ouvrier vend sa force de travail parce que, ne disposant pas des moyens de production, il ne peut l'utiliser pour son propre compte. S'il n'était pas un libre citoyen, on ne permettrait pas au prolétaire de céder sur le marché une faculté personnelle telle que la force de travail (toute sa personne appartenant déjà, de droit, à d'autres). Mais s'il n'était pas dépossédé de toute ressource économique, il n'aurait aucune raison de la céder. Libre et dépossédé à la fois : l'indépendance juridique va de pair avec la dépendance matérielle. (Paolo Virno, *Le souvenir du présent*, p157)

On s'est un peu emballé sur la question de la "**fin du travail**" qui n'était pour Jeremy Rifkin que "la fin de l'emploi". L'automatisation a donné l'illusion à beaucoup d'un âge de l'abondance où les machines feraient tout le travail sans nous. On a voulu expliquer aussi par cette automatisation un chômage de masse qui a pourtant des raisons largement monétaires, on s'en aperçoit mieux en temps de crise, et ne touche pas tous les pays. Définir, comme on l'a fait, le travail au niveau le plus général comme ce qui s'oppose à l'entropie suffit à montrer que ce n'est pas le travail qui peut manquer, seulement d'en trouver rémunération. Les chantres de la fin du travail négligeaient aussi le besoin pour chacun/chacune de valoriser ses compétences, d'accéder à une reconnaissance sociale, y compris financière. On peut toujours dire que ce n'est plus un "travail", si l'on veut. Il y a bien quelque chose qui finit, une forme de travail, celle du salariat avec la [valeur-travail](#) comme mesure de la valeur d'échange. Ce n'est pas la production de richesses elle-même qui finit, ni les échanges marchands. Il ne s'agit pas de vivre en vacances perpétuelles mais bien de produire la richesse autrement et de relocaliser l'économie autant que faire se peut.

La **critique du travail** aliéné reste indispensable pour améliorer les conditions de travail et les droits des travailleurs sans qu'on se croit obligé de glorifier le non-travail pour autant, encore moins la consommation de loisirs. On peut prétendre que le nom de travail est récent, désignant une réalité tout aussi récente : le travail salarié qui ramène toutes les activités productives à une mesure unique indifférenciée, celle du temps de subordination ou du temps machine, mais ce n'est pas une raison pour prétendre que le travail serait une invention récente alors que le labeur date au moins du néolithique, quand il a fallu gagner sa vie à la sueur de son front en abandonnant la vie de chasseur-cueilleur. Depuis ce temps de labours, on a connu esclavage et servage pour faire le travail, dans des conditions guère enviables. Les conditions de travail se sont considérablement améliorées

jusqu'à pouvoir rendre le travail désirable (même pour les riches!). Ce n'est pas le cas général encore, sans aucun doute, mais il se pourrait qu'on aille majoritairement, notamment à cause du travail des seniors, vers une amélioration plus qu'une dégradation des conditions de travail, selon un renversement comparable au passage du travail forcé des fous dans les asiles à l'ergothérapie, où le travail qui était abêtissant se révèle pouvoir devenir un travail désirable et même thérapeutique, où il devient "le premier besoin de l'homme" comme dit Marx. Il ne s'agit donc pas de supprimer le travail magiquement mais de sortir de la subordination salariale et de la dépendance des entreprises capitalistes, en généralisant le travail autonome ainsi qu'en favorisant les échanges de proximité. Il s'agit de [changer le travail pour changer la vie](#).

On ne peut qu'être d'accord avec les "[critiques de la valeur](#)" sur le fait qu'il y a une solidarité systémique entre le salariat basé sur le temps de travail, les marchandises où la valeur d'échange prend le pas sur la valeur d'usage, et l'autovalorisation du capital. Ce n'est effectivement pas que les rapports humains sont ramenés faussement à des rapports entre choses mais bien que ces rapports impersonnels et abstraits constituent "les rapports réels du capitalisme qui structurent sa trajectoire dynamique et sa forme de production" (Postone, p. 19-20). La découverte de Marx, c'est bien la notion de *système de production*, où consommation, distribution et production sont solidaires, font système qui s'impose à nous par son dynamisme, ce qu'on appelle le "cercle vertueux de la croissance", malgré ses inévitables [crises cycliques](#) qui s'imposent tout autant à nous.

"La domination sociale ne consiste pas, à son niveau le plus fondamental, en la domination des hommes par d'autres hommes, mais en la domination des hommes par des structures sociales abstraites que les hommes eux-mêmes constituent" (Postone, p. 53-54)

Il ne suffit pas cependant de dénoncer les ressorts d'un système, il faut pouvoir y opposer un autre système qui soit viable, il ne suffit pas de dénoncer l'aliénation salariale, il faut organiser le travail autonome en tenant compte de la "détermination en dernière instance" par l'économie, c'est-à-dire la sélection après-coup des systèmes les plus viables sur le long terme. C'est très concrètement qu'il faut **construire** une production alternative et développer l'autonomie individuelle. L'autonomie n'est pas une propriété naturelle comme s'en persuadent si facilement les dominants, c'est une construction sociale, de même que les échanges de proximité et les coopérations locales ont besoin d'être organisés collectivement pour être facilités sans pouvoir se fier à une "pollinisation naturelle" pas plus qu'à une providence divine qui arrangerait tout cela tout seul.

Au lieu de vouloir définir nos besoins et restreindre nos libertés, il nous faut conquérir au contraire de nouvelles libertés, partir du producteur comme personne singulière et l'aider à valoriser ses compétences ou ses talents. C'est le passage de la sécurité sociale au **développement humain**, qui est pour Amartya Sen un développement de l'autonomie (des *capabilities*) mais qui est surtout exigé par le travail à l'ère de l'information.

Les institutions du travail choisi

Les dispositifs concrets du travail autonome et de la relocalisation ont été rassemblés en 1997 par André Gorz dans "*Misères du présent, richesse du possible*". C'est en premier lieu un **revenu garanti**, objet de nombreuses critiques par André Gorz lui-même avant de s'y rallier car c'est la condition de la sortie du salariat. Condition nécessaire, ce n'est pourtant pas une condition suffisante comme le croient la plupart des partisans d'un revenu d'existence mythifié qui doit non seulement être suffisant, pour pouvoir refuser les emplois sous-payés, mais s'inscrire dans une production alternative effective. Le revenu garanti n'est pas destiné en effet à la consommation passive de marchandises mais à donner l'autonomie dans le travail, à donner les moyens à tous d'un travail choisi. L'enjeu du revenu garanti n'est pas la consommation mais au contraire d'utiliser des ressources

inemployées en favorisant le travail autonome. Ce n'est donc pas une charge mais un investissement comme l'éducation et toutes les institutions du développement humain. Ce qui implique de ne pas s'en tenir au revenu mais de se focaliser sur les conditions de production effectives.

Le travail autonome et coopératif est majoritairement local. Non pas exclusivement (avec les réseaux, on peut travailler au loin) mais il constitue une des bases de la relocalisation de l'économie. Pour favoriser les échanges et les services de proximité on a absolument besoin de **monnaies locales** qui avantagent les produits locaux (en échappant possiblement aux taxes notamment). Cette dimension locale est essentielle, écologique et pas seulement sociale, destinée à la fois à équilibrer la globalisation marchande et fournir un débouché au travail autonome, hors salariat.

Revenu garanti et monnaies locales sont des conditions préalables, reste que le travail autonome n'est pas à la portée de tous et que l'individu n'est pas une entreprise à lui tout seul. Il faut des institutions du travail autonome et du développement humain pour développer et valoriser les compétences de chacun, favoriser les coopérations, connecter l'offre à la demande. C'est le rôle de ce que j'appelle, après Bookchin, les **coopératives municipales** et qu'André Gorz appelait des ateliers coopératifs. L'intérêt d'en faire des structures municipales est de se déconnecter de la pression des marchés que subissent les coopératives mais il est aussi politique. En effet, la communalisation permet de sortir du communautarisme en mêlant les milieux différents qui cohabitent sur le même territoire. Le principe de la prise en charge de l'économie locale par la municipalité est primordial, non seulement avec une monnaie locale mais aussi avec l'organisation de la production locale. Les coopératives municipales, véritables institutions du développement humain, devraient assurer différentes missions : dynamisation des échanges locaux, services d'assistance ou de formation, valorisation des compétences, aide à l'autonomie et recherche des synergies (coopérations), etc. L'important, c'est de ne pas laisser isolés les travailleurs autonomes et d'apporter les moyens de leurs projets professionnels.

Ces dispositifs dessinent assurément un tout autre monde, bien loin de celui que nous connaissons et des préoccupations actuelles avec une véritable inversion des logiques qui fait que la question de la retraite ne se pose plus du tout dans les mêmes termes par exemple. Plutôt que de continuer à subir la destruction du salariat et de ses protections sociales ou de rêver à une étatisation de l'économie, il faudrait pourtant bien passer à autre chose, sortir du capitalisme et du XXème siècle pour entrer très concrètement dans le **monde nouveau** qui s'ouvre devant nous et que nous n'avons pas choisi mais qui nous a déjà transformés et n'a pas que des mauvais côtés puisque c'est aussi l'ère de l'écologie et du développement humain sinon de la connaissance et de la communication. C'est un monde plein de dangers inédits mais la bonne nouvelle, c'est qu'il ne semble pas qu'on puisse durablement restreindre nos libertés désormais, brider notre autonomie alors que la production en a un besoin vital. L'avenir est à nous, ce qui ne veut pas dire que ça se fera tout seul. Il y a du boulot !